



BUDGET 2025 : A NOUS DE FAIRE PAYER LES RICHES !

Le gouvernement a donc présenté son budget le 10 octobre dernier. Malgré les discours des éditorialistes bourgeois qui s'affolaient à l'idée que le gouvernement puisse taxer les plus riches, nous en sommes bien loin. Certes, Barnier a annoncé revoir « la courbe d'allègements des charges sociales », mais pour les patrons, ce sont toujours exonérations et subventions à gogo. Les 500 familles les plus riches, elles, pourront garder la main sur les 1200 milliards d'euros qu'elles possédaient en 2024 ! Certes, une contribution de 2 milliards est demandée aux plus riches d'entre elles sur trois ans, mais le gouvernement assure que ce sera exceptionnel. Comme toujours, ce sont les classes populaires qui sont les premières ciblées.

Un serrage de ceinture en règle à 40 milliards d'euros pour les services publics

Pour trouver 60 milliards d'euros et combler les déficits de l'État, autant aller chercher dans les services publics. Il est vrai qu'en la matière, Barnier et sa bande de casseurs ont mis la barre très haut. La suppression de 4 000 postes d'enseignants dans l'Éducation nationale est annoncée dans un contexte de pénurie de personnel éducatif pour prendre en charge les élèves, cette situation s'aggravant rentrée après rentrée. À cela s'ajoute une saignée historique de 15 milliards pour la Sécurité sociale : le déremboursement de certains médicaments par l'Assurance maladie compliquera encore davantage l'accès aux soins et les retraités devront attendre encore six mois pour voir leurs pensions indexées sur les prix. Quant aux travailleurs privés d'emploi par le patronat, peu épargnés par les gouvernements Borne et Attal, ils sont une nouvelle fois durement attaqués, avec 400 millions d'économie prévus sur l'assurance chômage. Faire les poches aux plus pauvres reste la bonne vieille recette de ces Robins des riches.

Les caisses de l'État se vident et les poches des riches se remplissent

Pour faire des économies, le gouvernement a eu une autre idée : supprimer 9 % du budget des fonds alloués aux Outre-mer, dans un contexte de crise sociale et de dégradation d'infrastructures vitales comme la distribution d'eau potable, il fallait oser !

Le gouvernement, qui ne perd pas le sens des priorités, n'a toutefois pas oublié d'augmenter le budget de l'armée de 3,3 milliards d'euros, pour atteindre 50,5 milliards d'euros. Préparer des conflits pour défendre les intérêts de l'impérialisme français, gaver de subventions et de commandes les marchands de canons : on reconnaît bien là les fondamentaux d'un gouvernement au service des classes dominantes !

Pour les travailleurs, pas question de payer l'addition !

Pendant que les profits se portent bien, le quotidien des classes populaires est marqué par un appauvrissement généralisé. Sur l'ensemble du territoire français, 20 200 licenciements économiques ont été enregistrés au premier trimestre 2024, touchant notamment les travailleurs du secteur automobile mais aussi du secteur social, dont la situation ne sera pas améliorée par les nouvelles coupes prévues dans le budget de la Sécurité sociale. Dans le même temps, l'inflation continue de peser lourdement sur nos dépenses quotidiennes... et le gouvernement en rajoute une couche en augmentant la taxe de consommation d'électricité de 3 milliards d'euros !

En Martinique, c'est une véritable révolte qui se lève depuis un mois contre la vie chère. Malgré la répression de l'État, les grèves et les blocages se poursuivent. Vendredi dernier, les manifestations ont entraîné la fermeture du principal aéroport de l'île ainsi que de la totalité des établissements scolaires. Ces manifestants ont totalement raison : à l'ensemble des travailleurs de les rejoindre !

Éditorial du NPA-Révolutionnaires du 14 octobre 2024



Brèves



CE BULLETIN EST LE TIEN, N'HESITES PAS À LE DIFFUSER ET À NOUS CONTACTER POUR PROPOSER DES IDÉES

Ocellia : le CROUS pour toutes et tous

Les services de livraisons ont repris avec la rentrée. Bien qu'insatisfaisant, ce service avait nécessité une mobilisation forte en 2023 pour que la direction et le CROUS acceptent d'approvisionner Ocellia en repas. La revendication étudiante d'obtenir des repas à tarif CROUS pour tou.te.s avait d'ailleurs essuyé un refus, plusieurs filières comme les ME ou les AES restant exclus des tarifs étudiants.

Alors que lors des premières AG de 2023 la direction d'Ocellia expliquait être dans l'impossibilité de fournir un accès au CROUS, **la mobilisation des étudiant.e.s l'avait finalement contrainte à trouver une solution pour rendre possible les livraisons de repas.** La recette pour obtenir un accès à des repas moins cher et accessible à toutes et tous est donc connue.

A Lyon et Paris : les sans-logis mobilisés pour faire respecter leurs droits.

Constitué depuis 1 an à Paris, le collectif des jeunes du parc de Belleville s'est de nouveau mobilisé le WE dernier. Leur action a permis d'obtenir la mise en place d'hébergements immédiats pour 200 jeunes et 10 familles. A Lyon l'association Droit au Logement 69 appelle également à la mobilisation ce vendredi 18 octobre devant l'hôtel de ville de Lyon pour exiger la réalisation des promesses de relogement faites au printemps par l'adjointe à la mairie – devenue députée NFP entre temps. Après avoir envoyé deux fois la police pour expulser les gymnases occupés par un collectif de femmes sans-abri, la Mairie avait en effet assuré que des places d'hébergement seraient proposées.

Don Bosco & APF : contre les licenciements, se regrouper

La mobilisation continue parmi les salarié.e.s de l'association bretonne Don Bosco dont 55 sont menacé.e.s de licenciements. Après la manifestation réussie du 16 septembre, le Conseil Départemental avait annoncé une aide d'un million d'euros... pour réduire les €1,8 millions de déficit et ne permettant pas d'éviter les licenciements. La CGT et Sud appelaient donc à une nouvelle manifestation ce mercredi 16 octobre. Conscient.e.s de la nécessité de regrouper les forces, ils et elles ont rejoint les salarié.e.s du foyer de l'Association des Paralysés de France (APF), également touché.e.s par un plan de licenciement à l'échelle nationale.

À l'APF ce sont jusqu'à 431 emplois qui sont menacés par le Plan de Retour à l'Équilibre annoncé en visioconférence aux salarié.e.s jeudi 26 septembre. **Dans l'agglomération de Grenoble, la dizaine de comptables et gestionnaires de paie de l'établissement d'accueil médicalisé L'Agora seraient licenciées ou mutées à Dijon, Caen, Nantes ou Rennes.** Comme nombre de leurs collègues partout en France, elles étaient en grève à l'appel de FO et de la CGT le 8 octobre dernier, jour de réunion du CSE. Une première

étape dans la construction d'un rapport de force avec la direction pour refuser de payer le déficit de l'association.

Anoncé à €37,7 millions, ce déficit est le résultat des coupes budgétaires, que le gouvernement prévoit de poursuivre, mais aussi de la rapacité des grands groupes qui sous-traitent aux travailleurs.euses handicapé.e.s. APF Entreprises compte 50 Entreprises Adaptées (EA) et Établissements et Services d'Accompagnement par le Travail (ESAT). Rien qu'à Échirolles, cela représente deux structures et près de 300 salarié.e.s qui travaillent notamment pour General Electric, EDF, La Poste ou Spartoo. Les profits réalisés par ces grandes entreprises permettraient largement de maintenir l'emploi et d'améliorer les conditions de travail et de salaire !

Protection de l'enfance en danger

Le Conseil économique, social et environnemental a publié le 8 octobre un rapport dénonçant de très nombreux dysfonctionnements dans le fonctionnement de la protection de l'enfance. Des juges finissent notamment par renoncer à prononcer des mesures de placement d'enfants pourtant victimes de violences, sachant d'avance qu'elles ne seront pas suivies d'effet par manque de moyens.

Le procès qui se tient du 14 au 18 octobre à Châteauroux donne à voir ces défaillances graves. Comparaisent 19 personnes accusées notamment de maltraitance et de travaux forcés sur une vingtaine des 60 jeunes accueillis sans agrément pour le compte de l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE) du département du Nord. N'ayant ni vérifié les agréments, ni réagit aux multiples signalements, les responsables de l'ASE ne figurent toutefois pas parmi les prévenus.

Partout les travailleurs sociaux et les syndicats tirent la sonnette d'alarme : on ne fait plus en fonction des enfants mais des moyens... qui sont largement insuffisants ! Mais la seule chose que les pouvoirs publics augmentent, ce sont les suppressions de postes.

Non aux coupes dans les budgets du social

Le projet de loi de finances présenté vendredi dernier n'épargne pas le social. Les crédits réduisent de €2,35 milliards pour « travail, emploi et administration des ministères sociaux », de €5 milliards pour les collectivités territoriales (€120 millions en moins pour le Département de l'Isère). Le syndicat patronal Nexem, qui regroupe les employeurs du social et du médico-social, s'alarme du refus des Agences Régionales de Santé ou des Départements de financer les primes Ségur. Mais ce sont ces mêmes employeurs qui appliquent l'austérité en licenciant comme à Don Bosco, l'APF ou à la PJJ. Pour bloquer le gouvernement, organisons-nous par nous même, étudiant.e.s et salarié.e.s du social et du médico-social et des autres secteurs.

LIBAN, PALESTINE, A BAS LA GUERRE COLONIALE MENEÉ PAR NETANYAHOU AVEC LE SOUTIEN DE MACRON ET BIDEN

RÉUNION PUBLIQUE NPA RÉVOLUTIONNAIRES GRENOBLE 24 OCTOBRE - 19H SALLE MOYRAND (GRENOBLE) RUE MOYRAND - ARRET TRAM A, ALBERT 1ER DE BELGIQUE